Plan de quartier Maison du Livre et du Patrimoine concernant les terrains compris entre la rue des Côtes-de-Montbenon, la rue de la Vigie, l'avenue Jules-Gonin, l'avenue Jean-Jacques-Mercier et la parcelle 628 - Abrogation partielle de Plan partiel d'affectation n° 697 du 22 décembre 1999 concernant la Plate-forme du Flon - Réponse à la Pétition de M. Guillaume Morand et consorts

Rapport-préavis N° 2014/9

Lausanne, le 27 février 2014

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du rapport-préavis

L'enquête publique de la ligne de tramway t1 Renens-Gare – Lausanne-Flon inscrite dans le réseau-t des axes forts de transports publics urbains s'est tenue du 13 juin au 12 juillet 2012. Dans ce contexte, la Maison du Livre et du Patrimoine (MLP), présentée comme étant un élément indissociable du viaduc Vigie-Gonin, a été mise à l'enquête publique simultanément. En effet, il était prévu que les autorisations de construire soient délivrées dans une seule et même procédure par l'Office fédéral des transports (OFT).

Parallèlement, la Municipalité présentait, le 28 juin 2012, au Conseil communal, le Préavis N°2012/31 adopté le 26 mars 2013 et dans lequel les acquisitions foncières nécessaires au projet étaient autorisées et le principe d'octroyer la maîtrise d'ouvrage à la Caisse de pension du personnel communal (CPCL) admis.

Estimant que la MLP n'était pas liée structurellement au viaduc, le Service du développement territorial (SDT) du Canton de Vaud a demandé que l'affectation du sol sous le viaduc soit traitée spécifiquement et que le plan d'affectation n°697 concernant la plateforme du Flon en vigueur soit modifié afin de permettre la construction de la MLP. Celle-ci a donc été retirée de la procédure OFT en cours et fait l'objet d'une procédure de plan de quartier que la Municipalité, par le présent rapport-préavis, demande à votre Conseil d'adopter.

Le projet de construire la MLP vise à regrouper en un même lieu les sites et les dépôts de Chauderon et de l'avenue d'Echallens. De plus, ce projet insuffle une nouvelle dynamique aux bibliothèques et archives de la Ville, acteur culturel de la cité. La MLP s'affirmera comme un lieu complémentaire au pôle muséal de la gare en renforçant la composante culturelle du quartier du Flon. Elle doit jouer le rôle de centre de référence public pour tout ce qui touche au livre et au patrimoine, un lieu appelé à accueillir plus de 290'000 visiteurs par an (environ 1'000 par jour), dont ¾ de résidents lausannois. Elle permettra également de requalifier la rue des Côtes-de-Montbenon dont les usages privés et publics seront redéfinis. D'autre part, cela permettra également d'occuper le volume sous le futur viaduc Vigie-Gonin et évitera de la sorte que cet espace devienne une zone d'entreposage, voire un terrain vague, recouvert de déchets sauvages. L'implantation de la MLP, par sa vocation culturelle et publique, permet de mettre en place un concept paysager de qualité : le

flanc de la colline sera remodelé par des implantations d'essences indigènes perpétuant son caractère et sa valeur écologique.

Pour ce faire, la Municipalité demande à votre Conseil :

- d'adopter le plan de quartier (PQ) qui affecte une portion du flanc sud des Côtes-de-Montbenon en zone d'installations (para-)publiques ; le solde du périmètre du plan étant maintenu en aire forestière ;
- d'adopter la réponse de la Municipalité à la pétition de M. Guillaume Morand et consorts, demandant de renoncer à la construction de la rampe Vigie-Gonin.

2. Table des matières

1. Objet du rapport-préavis	1
2. Table des matières	2
3. Préambule	3
3.1. Historique	3
3.2. Plan en vigueur	4
3.3. Projet de la Maison du Livre et du Patrimoine	4
4. Caractéristiques du plan.....	7
5. Agenda 21 – Développement durable.....	7
6. Règlement	8
7. Procédure	10
7.1 Intervention du 17 juillet 2013 de Madame Marcelle Foretay Amy – 1004 Lausanne	10
7.2 Opposition du 17 juillet 2013 de M. Benoît Schuler – 1091 Grandvaux.....	11
7.3 Trois oppositions du 17 juillet 2013 de Mme et M. Luisa et Jean-David Monribot – 1007 Lausanne / J.-D. Monribot SA – 1002 Lausanne / Cofiducia – 1002 Lausanne	12
7.4 Deux oppositions du 18 juillet 2013 de Me Jacques Micheli pour l'Association des acteurs économiques et sociaux du Flon – 1002 Lausanne et Sani Dep SA – 1002 Lausanne.....	14
7.5 Opposition du 17 juillet 2013 de Pro Natura Vaud – 1002 Lausanne	19
7.6 Opposition du 18 juillet 2013 du Mouvement pour la défense de Lausanne – 1002 Lausanne	20
7.7 Opposition du 18 juillet 2013 de Mme Barbara Fournier et M. Urs Zuppinger – 1003 Lausanne..	22
7.8 Traitement des oppositions relatives à la législation forestière par l'Inspection cantonale des forêts (DGE-Forêt).....	24
8. Réponse à la pétition de M. Guillaume Morand et consorts « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon originel, sa forêt et ses commerçants ! »	25
8.1 Rappel de la pétition	25
8.2 Réponse de la Municipalité	25
9. Incidences financières.....	26
9.1 Conséquences sur le budget d'investissement	26
9.2 Conséquences sur le budget de fonctionnement.....	26
10. Conclusions	26

3. Préambule

3.1. Historique

Avant 1874, les bâtiments de la plateforme du Flon et leurs accès s'organisent en fonction de la source d'énergie que représente le Flon. Une cinquantaine d'ateliers sont alors recensés, principalement des moulins, tanneries et scieries, qui s'intègrent aux exploitations maraîchères et viticoles à flanc de coteau.

Entre 1874 et 1920, c'est l'époque du comblement et de la colonisation progressive. L'amorce du développement industriel, associée à l'évolution démographique fulgurante (la population lausannoise passe de 26'000 à 69'000 habitants), crée de nouveaux besoins en matière de voies de communication de plus grande capacité. Le Grand-Pont et le funiculaire Lausanne-Ouchy sont réalisés. Ce dernier permet le comblement progressif de la plate-forme du Flon, occupée aussitôt par des dépôts à ciel ouvert, puis par des baraquements où l'on dépose des matériaux de constructions, des combustibles, etc. Quelques artisans sont déjà là. Enfin, une fois le sol tassé, on peut élever des constructions en dur où différentes marchandises peuvent être entreposées. Quelques bâtiments font exception : l'Entrepôt fédéral (1885, rue de Genève 17) et les Magasins de la Compagnie L.-O. (1896, rue de Genève 19-21) ont été construits sur le sol original, en avant du front de comblement, les trois niveaux inférieurs ayant été prévus pour être enterrés ultérieurement.

L'implantation des constructions respecte la structure orthogonale dictée par la voie ferrée du chariot et ses dessertes, en rupture avec le tissu de la vieille ville à proximité. Dès l'achèvement des travaux de comblement, les entrepôts en dur occupent les trois quarts de la plate-forme. La partie occidentale reste occupée par des dépôts à ciel ouvert et des abris légers. Jusque-là, les commerces de gros (alimentaires et boissons) et dépôts de combustibles occupaient la majeure partie de la plate-forme. Dès 1920, on assiste à l'arrivée de commerces plus spécialisés, tels que machines, électricité, produits chimiques et pharmaceutiques. Leur croissance se poursuivra jusque vers 1950. C'est au cours de cette période que la vallée du Flon devient un axe de circulation important pour le transit Genève - Berne. Cette rupture de l'isolement relatif de la plate-forme (construction de la rue de Genève vers 1920), combinée avec l'essor du transport des marchandises par route, allait lui conférer une plus-value propre à remettre en question son affectation traditionnelle et à condamner son réseau de voies ferrées.

La période 1950-1985 est marquée par une croissance économique et démographique continue. Les entreprises tendent à augmenter tant au niveau de leur taille que de leur aire d'influence. Dès lors, pour certaines d'entre elles (notamment le commerce de gros), leur localisation centrale ne représente plus un avantage (disponibilité des surfaces d'extension insuffisante et transport des marchandises par la route entravé par la congestion des centres). A Lausanne, la plate-forme du Flon est une des premières victimes de ces délocalisations. S'y ajoute le déménagement des Entrepôts fédéraux transférés à Chavornay en 1977, qui contraint nombre de locataires à déménager leurs dépôts à proximité du nouveau port franc. Des locaux se libèrent donc progressivement et sont transformés en magasins et bureaux pour répondre à une demande toujours croissante. La période de croissance économique se poursuit jusqu'à la fin des années huitante. De 1975 à 1991, Lausanne accroît son nombre d'emplois de plus de 28 %. Cependant, pour la plate-forme du Flon, le constat est moins réjouissant : pendant cette même période, on y perd plus de 18 % d'emplois. En outre, la tertiarisation de la plate-forme est amorcée. Le secteur secondaire représentait encore 62 % des emplois en 1985, alors qu'il régresse à 42 % en 1991.

L'évolution de 1991 à 2005 des emplois est relativement stable. En 2005, on dénombre 927 emplois, soit 3 de plus qu'en 1991. La tertiarisation se poursuit. Le secteur secondaire représente moins de 12 % en 2005. Différentes entreprises reliées aux arts graphiques, des imprimeries, des bureaux d'architectes et d'ingénieurs, des fiduciaires, des commerces de toutes sortes, des bistrotts et restaurants, des galeries d'art, des cafés-théâtres, des écoles de danse, de musique, d'arts visuels et d'ingénieurs du son, des ateliers divers et des bureaux de l'administration communale y sont recensés.

A l'origine, les activités d'entreposage et, de manière subsidiaire, industrielles ont relégué la plate-forme du Flon au rang de banlieue artisanale ; ce statut étant, par ailleurs, renforcé par son isolement relatif.

Aujourd'hui, les mutations successives ont permis de la raccrocher définitivement au centre-ville. Cette position centrale est déterminante. En ce sens, la nécessité de stimuler l'économie locale, en offrant des structures d'accueil propres à retenir et à développer des activités sur territoire lausannois, devient une des composantes de la vocation de ce quartier. Mais elle n'est pas suffisante. A l'image du centre-ville, la plateforme est aussi un lieu d'échanges et de rencontres qui doit être mis en valeur par la composante culturelle.

Cette dernière affectation doit être encouragée afin de valoriser le pied de la colline de Montbenon et de poursuivre la réhabilitation de ce quartier dans l'imaginaire des Lausannois. Ce quartier présente, en effet, un potentiel de développement pour la création d'un parcours multiculturel impensable en d'autres lieux : Salle Métropole, nouvelle école de jazz, MAD, salles de cinéma, galeries, cafés-théâtres, Casino de Montbenon forment une trame dense d'événements culturels qui génère des activités annexes (restauration, terrasses, bars, discothèques), par effet de synergie.

La MLP concourt à confirmer ce parcours multiculturel qui s'intègre harmonieusement au cordon boisé sur le versant sud du vallon bien que celui-ci soit partiellement détruit.

3.2. Plan en vigueur

Le plan partiel d'affectation (PPA) n° 697 du 22 décembre 1999 affecte le périmètre du plan de quartier en aire forestière, en zone de verdure et en aire d'aménagement coordonné.

3.3. Projet de la Maison du Livre et du Patrimoine

Le projet des Axes Forts de Transports Publics Urbains (AFTPU) conduira à une réorganisation du trafic individuel motorisé imposée par la fermeture des axes routiers Chauderon - St-François et Vigie – place de l'Europe le long de la rue de Genève.

C'est dans ce cadre qu'une nouvelle liaison routière a été proposée en 2010 sur la base d'un avant-projet réalisé par le service d'architecture et le service des routes et de la mobilité de la Ville de Lausanne : un viaduc en pente, reliant la rue de la Vigie à l'avenue Jules-Gonin, quelque 11 mètres plus haut, et un bâtiment permettant d'intégrer cet ouvrage d'art d'environ 170 mètres de longueur et 14 mètres de largeur sous la forme d'un « bâtiment-pont ».

La Municipalité et le Conseil d'Etat ont approuvé fin 2010 la réalisation et le financement de cette liaison routière. Elle a été reconnue comme une mesure d'accompagnement indispensable à la gestion des reports de trafic qui seront induits par le projet des Axes Forts.

La situation d'un bâtiment en centre ville, à proximité des transports publics et dans une zone fortement piétonnière, se prête à recevoir une affectation d'intérêt public comme la bibliothèque et les archives de la Ville de Lausanne. La Municipalité a approuvé cette proposition en août 2011 et chargé les services concernés de la direction des travaux et de la direction de la culture et du logement, actuellement la direction du logement et de la sécurité publique, d'étudier la faisabilité technique et économique de ce projet.

Le projet du viaduc associé au bâtiment, symétrique à l'avenue Jean-Jacques-Mercier, s'inscrit dans un projet urbain qui prend en compte l'ensemble du site en requalifiant, dans un seul volume bâti, le front sud de la plateforme du Flon. Ainsi, la future MLP prend place sous le viaduc, urbanisant la partie ouest du site avec la volonté de maintenir l'un des derniers vestiges de la forêt et du flanc nord de la colline qui descendait en forte pente jusqu'à la rivière du Flon. L'image paysagère est conservée avec un viaduc en pente qui, détaché du sol, offre une typologie traversante au bâtiment. Le flanc de la colline est remodelé par des plantations d'essences indigènes perpétuant le caractère et la valeur écologique de ce vestige de forêt en ville.

Ces nouvelles constructions achèvent ainsi la vision d'un socle que l'avenue Jean-Jacques Mercier avait déjà esquissé à la fin du 19^{ème} siècle. Les deux liaisons routières entre la plateforme du Flon et l'Esplanade de Montbenon sont articulées, à leur point de rencontre, par un giratoire. C'est également à cet endroit que s'inscrit une liaison piétonne mécanisée, planifiée par le PPA n° 697 : un axe nord-sud qui emprunte le « Passage des Jumelles », traverse la place centrale du Flon pour déboucher à l'extrémité est du bâtiment.

Dans la volonté de conserver les qualités paysagères du lieu, la topographie du talus actuel est restituée dans ses grandes lignes. Le bâtiment s'implante au pied du talus, articulant l'espace végétal de la colline de Montbenon à l'espace minéral de la plateforme du Flon. Si le plan de quartier se limite au périmètre d'intervention du concours d'architecture, à l'ouest du site, la cohérence du concept urbanistique et paysager qui inclut la partie est de la rue des Côtes-de-Montbenon sera assurée par une prochaine révision du plan partiel d'affectation « Plate-forme du Flon » n° 697.

Maison du Livre et du Patrimoine - Programme

La construction de la MLP permettra de rassembler différentes unités du service Bibliothèques et Archives de la Ville de Lausanne aujourd'hui dispersées. Seront ainsi réunis et redimensionnés pour répondre aux besoins de la population :

- la bibliothèque de Chauderon (pour les plus de 15 ans) ;
- la bibliothèque Jeunesse de l'avenue d'Echallens (pour les moins de 15 ans) ;
- les Archives de la Ville de la rue du Maupas et le studio des Archives filmiques à César-Roux 13 ;
- le Centre de la bande dessinée (collections patrimoniales), de l'avenue d'Echallens ;
- les dépôts de conservation annexes (Archives, centre de la Bande dessinée, bibliothèques).

Inscrite dans l'hyper-centre de Lausanne, dans un cadre fortement piétonnier, directement desservie par les transports publics (Chauderon, place de l'Europe, Vigie), la MLP renforcera le pôle culturel du Flon, en face de l'Ecole de Jazz et Musiques Actuelles (EJMA), du Conservatoire et des salles de cinéma (Pathé Flon, cinémathèque de Montbenon). Ouvert sur la rue des Côtes-de-Montbenon et sur la place centrale du Flon, le projet « Flon Pépinières », en fin de construction, accueillera une salle de concert, un bowling, des restaurants, des commerces, des bureaux et un jardin public en toiture. Cette proximité entre lieux culturels est un atout à valoriser : des interactions entre les institutions seront donc à inventer pour asseoir la MLP dans le quartier.

Espace public et places de stationnement

L'aménagement de l'espace public comprendra le traitement de l'espace de la rue ainsi que la création d'un ascenseur public, d'une capacité de 15 personnes (1'200 kg) reliant la plateforme du Flon à l'esplanade de Montbenon. Sur toute la longueur du bâtiment, la rue des Côtes-de-Montbenon sera entièrement reconstruite entre la rue de la Vigie et l'entrée du Parking du Centre pour accorder aux piétons le maximum de confort et de sécurité. Un dispositif de contrôle d'accès (par exemple des bornes amovibles) sera prévu aux deux extrémités du secteur piétonnier pour les livreurs et les ayant-droits. Le stationnement de véhicules privés sera supprimé à l'exception d'une dizaine de places réservées pour les activités actuelles qui le nécessitent (laboratoire d'analyse et garage). Toutefois, aucune nouvelle place ne sera créée à l'intérieur du plan de quartier.

Les aménagements seront conçus en relation avec les activités existantes et futures des bâtiments qui délimitent l'espace de la rue et la fréquentation de la MLP qui devrait accueillir environ 1'000 visiteurs par jour.

En rapport avec les activités de la MLP, les accès livraison et le monte-charge seront utilisés quotidiennement, en particulier pour le transfert des livres par fourgonnette avec les bibliothèques de quartier ou la réception des archives historiques. Les transferts avec le bibliobus imposeront son stationnement momentané dans la rue.

L'aménagement devra tenir compte du transit de cyclistes qui devraient se répartir entre la rue de Genève et la rue des Côtes-de-Montbenon : environ 500 cyclistes/jour avec des maxima à environ 700 cyclistes/jour pour les mois les plus fréquentés (mai à août). Il faudra également prévoir les équipements nécessaires à créer une offre de stationnement pour vélos. Le dimensionnement des besoins de stationnement sera établi selon les normes VSS en vigueur.

Aire forestière et aménagement paysager

Selon la dernière mise à l'enquête publique complémentaire des axes forts qui a eu lieu entre le 16 octobre et le 15 novembre 2013 qui avait pour but de retirer la MLP du projet et d'adapter la zone de défrichement, il est prévu de défricher une surface totale de 2'239 m² pour permettre la réalisation du viaduc, dont 731 m² de défrichement temporaire et 1'508 m² de défrichement définitif. Il est précisé que cette procédure conduite par l'Office fédéral des transports est indépendante de la présente procédure. A court terme, l'impact paysager de ce défrichement sera important, l'aspect visuel du talus allant être considérablement modifié avec la disparition temporaire des deux tiers de la surface boisée, la partie ouest du boisement n'étant pas touchée. A plus long terme, la reconstitution du modelé du terrain et la création d'un boisement sur le site vont contribuer à limiter l'impact défavorable.

Le plan de défrichement et de reboisement ainsi que le rapport de défrichement versés au dossier d'approbation des plans (procédure OFT en cours) définissent le cadre légal dans lequel le projet de réaménagement de ce secteur doit s'inscrire. Ces documents précisent les surfaces admises en défrichements définitifs et temporaires ainsi que celles à compenser sur et hors site. Par ailleurs, précisons qu'une dérogation à la limite de la lisière a été accordée par l'Inspection des forêts du 18ème arrondissement. Dans ce contexte, le plan de quartier se contente d'affecter le périmètre dédié à la forêt en aire forestière. Par conséquent, l'entrée en vigueur dudit plan sera subordonnée à la délivrance de l'autorisation de défricher.

L'aire forestière touchée fait partie des vestiges du boisement de la vallée du Flon et constitue une entité cohérente avec les zones vertes du parc de Montbenon. Ces cordons boisés, situés sur le versant nord du vallon, structurent le paysage de l'ensemble du quartier du Flon. Le boisement étudié se situe en plein cœur du centre-ville, dans un secteur dominé par le bâti et les surfaces artificialisées. Il abrite un peuplement composé de grands arbres d'espèces variées et présente à ce titre une valeur biologique non négligeable.

Le reboisement de la zone à l'issue des travaux de construction du viaduc et du bâtiment vise à atteindre les objectifs suivants :

- intégrer les ouvrages dans le contexte des cordons boisés qui composent le paysage des Côtes-de-Montbenon ;
- offrir un paysage visible de l'intérieur du bâtiment, voire perceptible à travers le bâtiment depuis la rue des Côtes de Montbenon ;
- jouer un rôle de stabilisation du terrain ;
- maintenir une fonction écologique au site, notamment celle d'habitat, de milieu relais, de zone de nourrissage ou de site de nidification.

En revanche, la fonction récréative et d'accueil du public de la zone n'est pas considérée importante compte tenu de sa situation fortement enclavée et de sa topographie (pente importante du talus).

Au nord de l'avenue Jules-Gonin, le stationnement existant sera supprimé entre le giratoire et le pont Chauderon au profit d'un nouveau trottoir. Les surfaces du trottoir existant et de la zone de dépôt du service des routes et de la mobilité de la Ville de Lausanne seront réaffectées en zones de boisement compensatoire.

Protection phonique

La mise en œuvre d'une paroi antibruit dans le prolongement de la façade nord du futur bâtiment, permettra d'assurer une protection phonique efficace pour les bâtiments existants situés sur la rue des Côtes-de-Montbenon. Un soin particulier sera porté à son intégration architecturale.

4. Caractéristiques du plan

Le plan présenté à l'annexe 1 (hors texte du plan partiel d'affectation) est conforme aux planifications de rang supérieur. Les conceptions et plans sectoriels de la Confédération et les plans directeurs cantonal et communal ont défini des objectifs qui favorisent le développement de la vie culturelle et la préservation, dans la mesure du possible, des qualités environnementales. En ce sens, le plan partiel d'affectation permet :

- de créer un pôle culturel important à l'échelle du territoire communal, voire régional ;
- de maintenir un cordon boisé.

Le plan crée une aire forestière et une zone d'installations publiques. Cette dernière contient les aires suivantes :

- aire d'implantation des constructions ;
- aire d'aménagement coordonné ;
- aire de verdure.

Dans l'aire d'implantation des constructions, le gabarit des constructions est défini en plan et en coupe, la hauteur maximale étant déterminée par la hauteur maximale du tablier du viaduc Vigie-Gonin.

Le nombre de places de parc réservées aux véhicules légers est limité à une place pour le bibliobus. Quant au nombre de places deux-roues, il sera calculé selon la norme VSS en vigueur.

5. Agenda 21 – Développement durable

Indépendamment de l'application des dispositions réglementaires, la Caisse de pensions du personnel communal, en signant le droit distinct et permanent de superficie s'engagera à respecter les critères de construction préconisés par la Commune de Lausanne dans le cadre de sa politique de développement durable. Les bâtiments construits sur des terrains communaux doivent répondre aux plus hauts standards énergétiques et écologiques, c'est-à-dire de manière générale équivaloir au concept de « Société 2000 Watts ». A ce titre, dans le cadre de ce projet à la morphologie singulière, cela se traduit par le respect des critères suivants :

- une occupation optimale du sol ;
- la réduction des besoins de chauffage sera traitée à l'aide d'une enveloppe thermique performante de type Minergie P, ou équivalente. Le concept de renouvellement d'air sera optimisé afin de réduire les déperditions thermiques qui en découlent ;
- la production de chaleur sera assurée par le chauffage à distance ;
- la construction respectera scrupuleusement les critères de construction décrits dans le document « Santé et durabilité dans les constructions », optant ainsi pour des matériaux alliant respect de la santé et faible impact environnemental.

Les éléments et les choix techniques en rapport avec les aspects de durabilité cités ci-dessus devront être soumis et validés par un représentant de la Section durabilité & économie de la construction du Service du logement et des gérances lors du développement du projet.

6. Règlement

Titre I - But du plan

1. Le présent plan a pour but de permettre la construction de la Maison du Livre et du Patrimoine sous le viaduc Vigie-Gonin et de maintenir le cordon boisé des Côtes-de-Montbenon.

Titre II – Zone d’installations (para-)publiques

Chapitre 1 – Destinations des constructions

2. La zone d’installations (para-)publiques est affectée principalement aux constructions et installations publiques et aux équipements privés reconnus d’utilité publique. De manière subsidiaire, des activités commerciales et de restauration en relation avec la vocation principale peuvent également être autorisées.
3. La zone d’installations (para-)publiques comprend les aires suivantes :
 - Aire d’implantation des constructions,
 - Aire d’aménagement coordonné,
 - Aire de verdure.

Chapitre 2 – Aire d’implantation des constructions

4. L’aire d’implantation est entièrement constructible.
5. La hauteur maximale des constructions est déterminée par la hauteur maximale du tablier du viaduc Vigie-Gonin figuré sur les élévations et les coupes. Cette hauteur sera fixée lors de l’élaboration du projet de viaduc définitif. Le nombre de niveaux en sous-sol n’est pas fixé.
6. Cependant, une liaison verticale reliant la plateforme du Flon à l’avenue Jean-Jacques-Mercier et des parois antibruit longeant la liaison Vigie-Gonin pourront dépasser la hauteur maximale des constructions.
7. Des passerelles ouvertes ou fermées reliant deux bâtiments sont admises à l’intérieur de l’aire d’implantation des constructions.
8. Les cordons et bandeaux, piliers, pilastres, porches d’entrée, marquises, sauts-de-loup, sorties d’abri PCI et rampes d’accès aux immeubles peuvent déborder de l’aire d’implantation des constructions.
9. La forme des toitures en dehors du tablier du viaduc est libre.
10. Les superstructures à fonction technique, telles que cages d’escaliers et d’ascenseurs, panneaux solaires, poulies de renvoi d’ascenseur, souches de ventilation et de climatisation, aérorefroidisseurs, etc., seront autant que possible groupées, réduites au minimum nécessaire et traitées d’une manière qui soit esthétiquement satisfaisante.

Chapitre 3 – Aire d’aménagement coordonné

11. L’aire d’aménagement coordonné est destinée à la mobilité douce, ainsi que, de manière subsidiaire, à la circulation des véhicules motorisés. Les aménagements extérieurs et ouvrages légers, tels que mobilier urbain, dallages, pergolas, édicules, petits pavillons, dispositifs d’éclairage zénithal, etc., sont autorisés.

12. Des constructions entièrement souterraines peuvent être situées sous l'aire d'aménagement coordonné, pour autant que la topographie existante, avant l'exécution des travaux, ne soit pas sensiblement modifiée.

Chapitre 4 – Aire de verdure

13. L'aire de verdure est destinée aux aménagements extérieurs, place pour conteneurs, places de stationnement pour vélos, édicules d'accès à la station du m1 et dépendances de peu d'importance au sens de l'article 39 RLATC.
14. Des constructions souterraines ou semi-enterrées pourront être admises dans l'aire de verdure sous réserve de l'article 16, qu'elles soient recouvertes d'une couche de terre végétale d'une épaisseur de 30 cm au minimum et qu'elles ne modifient pas sensiblement la topographie naturelle du terrain.

Titre III – Aire forestière

15. L'aire forestière est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale. Il est notamment interdit, sans autorisation préalable du service cantonal des forêts, d'abattre des arbres, de faire des dépôts, d'ériger des clôtures et de bâtir en forêt et à moins de 10 m des lisières.
16. Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 m confinant celles-ci. Une dérogation à la distance minimale de 10 m à la lisière forestière est admise pour l'implantation des constructions.

Titre IV – Garages, places de stationnement et cheminements piétonniers publics

17. Le nombre de places de stationnement réservées aux vélos est défini par la norme VSS en vigueur.
18. Pour les autres types de véhicules, aucune place de stationnement n'est autorisée à l'intérieur du périmètre du plan, à l'exception d'une place pour le bibliobus.
19. Les cheminements piétonniers publics, figurent à titre indicatif sur le plan, sont à maintenir ou à réaliser.

Titre V – Dispositions complémentaires

20. Le degré de sensibilité III est attribué à l'ensemble du périmètre du plan, en application de l'Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit, (OPB) du 15 décembre 1986.
21. Selon les puissances en énergie électrique demandées par les nouvelles constructions ou transformations, un ou plusieurs emplacements devront être mis à disposition du Service de l'électricité pour y aménager des sous-stations de transformation.
22. La Municipalité fixera les niveaux de voirie sur les limites des constructions et sur l'aire d'aménagement coordonné de la rue des Côtes-de-Montbenon, ainsi que les conditions d'évacuation des eaux usées et de ruissellement.
23. Le présent plan abroge, à l'intérieur de son périmètre, toute disposition de plan légalisé antérieurement, à l'exception des dispositions du plan général d'affectation approuvé le 26 juin 2006 qui s'appliquent à titre supplétif.
24. Sont réservées les dispositions légales et réglementaires édictées par la Confédération, le Canton ou la Commune, complétant ou modifiant celles du présent plan.

25. L'actuel plan de quartier sera mis en vigueur par le département compétent.

7. Procédure

L'enquête publique de la ligne de tramway t1 Renens-Gare – Lausanne-Flon inscrite dans le réseau-t des axes forts de transports publics urbains s'est tenue du 13 juin au 12 juillet 2012. Dans ce contexte, la MLP, présentée comme étant un élément indissociable du viaduc Vigie-Gonin, a été mise à l'enquête publique simultanément. En effet, il était prévu que les autorisations de construire soient délivrées dans une même procédure par l'Office fédéral des transports.

Cette dernière a été remise en question par le Service du développement territorial (SDT) qui estimait que ces éléments, bien que liés structurellement, n'étaient pas liés fonctionnellement. Raison pour laquelle, la MLP a été sortie de la procédure OFT¹ en cours et fait l'objet d'une procédure de plan de quartier.

Un concours de projets d'architecture et d'ingénierie en équipe pluridisciplinaire, à un degré, a été organisé en procédure ouverte selon le règlement SIA 142 afin de trouver la solution architecturale et technique qui optimise la multiplicité des contraintes spatiales, programmatiques et économiques. Ce processus a permis de mandater une équipe pluridisciplinaire pour le développement du projet définitif et sa réalisation. Les résultats ont été présentés à la population dans le cadre d'une exposition ouverte du 31 janvier au 13 février 2013. Sur cette base le projet de PQ a été élaboré.

Préalablement examiné par le Service du développement territorial du Département de l'intérieur (DINT), conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), le PQ a été soumis à l'enquête publique du 19 juin 2013 au 18 juillet 2013. Il a suscité une intervention et 9 oppositions.

Oppositions et intervention au projet de PQ

A l'initiative de la Municipalité, entre le 22 août et le 17 septembre 2013, l'intervenante et les opposants² ont été reçus dans le cadre de séances de conciliation au sens de l'article 58, alinéa 1, LATC, afin de discuter du contenu des oppositions. Des procès-verbaux des séances ont été dressés systématiquement.

Mis à part l'intervenante, Mme Marcelle Foretay Amy, qui a été satisfaite des informations communiquées et des réponses apportées, les oppositions ont été maintenues par leurs auteurs.

Les réponses suivantes sont apportées à l'intervention et aux oppositions.

7.1 Intervention du 17 juillet 2013 de Madame Marcelle Foretay Amy – 1004 Lausanne

1. Définition de la MLP :

La Maison du Livre et du patrimoine, c'est à la fois tout et n'importe quoi. Un [seul] plan global d'affectation [pour le tout] ? [II] est ainsi difficile pour le citoyen de dire oui pour un objet et non pour l'autre.

2. Période de l'enquête publique :

D'autre part, une mise à l'enquête publique pendant les vacances d'été est pour le moins curieux.

¹ AFTPU - Enquête publique complémentaire du 16 octobre au 15 novembre 2013 portant sur l'adaptation de la zone de défrichement et le retrait du bâtiment projeté sous la rampe Vigie-Gonin

² Le Mouvement pour la défense de Lausanne et M. Benoît Schuler, habitant Grandvaux, n'ont pas été reçus en séance de conciliation

3. Défrichage du cordon boisé :

La perte de mètres carrés du cordon boisé est difficile à comprendre.

Réponses

1. Définition de la MLP :

La MLP est effectivement un projet qui rassemblera des activités relevant d'un même service administratif et aujourd'hui dispersées, à savoir :

- la bibliothèque de Chauderon (pour les plus de 15 ans) ;
- la bibliothèque Jeunesse de l'avenue d'Echallens (pour les moins de 15 ans) ;
- les Archives de la Ville de la rue du Maupas ;
- le Centre de la bande dessinée (collections patrimoniales), de l'avenue d'Echallens ;
- les dépôts de conservation annexes (Archives, centre de la Bande dessinée, bibliothèques).

Leur rassemblement répond à la volonté de renouveler le rôle des bibliothèques au sein de la communauté, à la fois dans ses dimensions culturelles et sociales. Le renforcement des liens entre patrimoine documentaire et activités de lecture publique en parallèle avec le déploiement d'une véritable politique du livre et de la lecture, sont les atouts majeurs d'un projet cohérent. La MLP, loin d'être « tout et n'importe quoi », donnera enfin à Lausanne, un lieu inédit non seulement pour emprunter des documents ou faire des recherches mais aussi pour s'informer, se cultiver, nourrir son imaginaire, se divertir, séjourner et communiquer. Un lieu qui sera également à disposition des associations et collectifs culturels pour y programmer des animations indépendamment des heures d'ouverture des bibliothèques.

2. Période de l'enquête publique :

L'enquête publique s'est tenue du 19 juin au 18 juillet 2013. Les vacances scolaires ont débuté le 5 juillet 2013. C'est donc seulement le tiers de la période d'enquête qui s'est tenu pendant les vacances. Ceci dit, il faut préciser que le calendrier imposé à cette procédure de plan de quartier n'a pas permis de différer l'enquête en septembre 2013.

3. Défrichage du cordon boisé :

Le dossier défrichage est traité par l'OFT dans le cadre de la procédure d'approbation des plans concernant les Axes forts de transport public urbain (AFTPU) - voir également le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière.

7.2 Opposition du 17 juillet 2013 de M. Benoît Schuler – 1091 Grandvaux

4. Respect du maillage écologique :

... Je m'étonne que l'administration, en particulier les auteurs du projet mis à l'enquête, ainsi que ceux du projet de route, ne se soient pas référés au... plan... intitulé Milieu naturel – paysage – maillage écologique... Si on examine le plan... on se rendra compte que la forêt menacée par le projet... mis à l'enquête est en confrontation directe avec la flèche rouge qui concerne ce cordon boisé... Il s'agit là d'une connexion à rétablir en priorité selon la légende... d'un élément fondateur dans le maillage écologique du cœur de la ville de Lausanne. Je rappelle que le plan directeur a été approuvé par les autorités...

Réponses

4. Respect du maillage écologique :

Le projet de MLP tel que présenté à l'enquête publique et le maintien d'une partie du cordon boisé permet de réaliser la connexion prévue par le plan Milieu naturel – Paysage – Maillage écologique du Plan directeur communal. Cette connexion est – ouest n'est pas remise en question.

7.3 Trois oppositions du 17 juillet 2013 de Mme et M. Luisa et Jean-David Monribot – 1007 Lausanne / J.-D. Monribot SA – 1002 Lausanne / Cofiducia – 1002 Lausanne

5. Stabilité des plans :

... Le périmètre concerné est régi par le PPA 697. Celui-ci dépend du PGA légalisé en juin 2006 (voir art. 23 du PQ). Cette modification ne respecte pas les différentes règles de l'aménagement du territoire tant cantonales que fédérales. Une telle modification ne peut pas intervenir dans un délai aussi court depuis son approbation en juin 2006. L'intérêt de la stabilité des plans est garanti par l'article 21 alinéa 2 LAT. Ce projet viole cet article.

6. Maintien du cordon boisé :

... Ce projet s'inscrit dans un cordon boisé soumis au régime forestier. D'après l'article 27 [du PPA 697], il est clairement précisé que : « ces cordons boisés sont à maintenir et à renforcer dans leur principe. Ils sont inconstructibles et seront entretenus de manière à assurer leur pérennité »... D'après l'article 28, il est précisé que : « les zones de verdure sont inconstructibles ». Ce plan de quartier viole également ces deux règles en proposant de construire dans deux périmètres inconstructibles.

Ce projet déroge à la loi fédérale sur les forêts. Article 3 - conservation des forêts : L'aire forestière ne doit pas être diminuée. Ce projet déroge à la loi forestière (LVFo). Article 5 – Construction à proximité de la forêt : L'implantation de construction à moins de 10 m de la lisière de la forêt est interdite. Le maintien du cordon boisé et de la zone de verdure, dans sa nature et son ampleur, n'est pas négociable. Ce cordon boisé est en fait une compensation âprement débattue lors de l'élaboration du PPA 697. Il n'est pas tolérable de proposer aujourd'hui de construire une route d'une emprise totale de 15 m de large avec une pente de plus de 8% dans cette aire non constructible. Cette zone forestière ne saurait être compensée ailleurs. Elle a une valeur toute particulière à cet endroit et à aucun autre.

Article 1 du PQ : « ...et de maintenir le cordon boisé des Côtes-de-Montbenon. » Cette affirmation du maintien du cordon boisé est pour le moins aléatoire, voire farfelue. En examinant les différentes coupes, force est de constater qu'il est projeté une construction avec un sous-sol d'une hauteur d'environ 10 m. Il sera nécessaire d'envisager des ouvrages spéciaux qui porteront inévitablement atteinte au système racinaire du peu d'arbres restant !

7. Article 13 - Aire de verdure :

L'aire de verdure n'en est pas une. Seules des petites constructions sont envisagées.

8. Articles 15 et 16 - Distance à la lisière :

La distance minimale inconstructible de 10 m n'est pas respectée. Elle est de 4 m et se situera en bord d'une fouille verticale en pleine masse qui aura une hauteur au point bas de 10 m et de 20 m au point haut. Ces articles dérogent encore une fois largement aux différentes lois cantonales et fédérales régissant l'aire forestière.

9. Article 20 - Degré de sensibilité :

Il manque également une étude d'impact pour définir le degré de sensibilité (DS) aux bruits attribué à ce périmètre avec cette nouvelle liaison routière sous la forme d'une rampe. Le DS III est maintenu comme dans le PPA 697, alors que la fréquentation de ce nouvel axe routier en pente induira certainement un dépassement des valeurs de planification, selon l'art. 7 OPB. Ce qui nécessite une autre réponse que celle proposée. La situation dans ce secteur doit être assainie, ce n'est pas le cas avec ce projet, elle s'aggrave. Cette route de contournement à forte pente jouxte entre autres le bâtiment accueillant l'école de Jazz !

10. Démolition des bâtiments existants :

Il n'y a aucune précision concernant les bâtiments à démolir ! Ce projet implique la démolition de plusieurs bâtiments à la rue des Côtes-de-Montbenon, dont au n°7, l'atelier des maquettes, expositions et photographies de la ville de Lausanne, récemment transformé. La même question se pose pour les autres immeubles qui sont également démolis, les n° 11, 13 et 15.

11. Intégration des constructions :

Ce projet déroge à l'article 69 du PGA.

12. Aménagements extérieurs :

Ce projet déroge à l'article 70 du PGA.

13. Impact du viaduc sur la circulation :

Nous relevons que ce projet s'inscrit dans le cadre du nouveau tramway lausannois, de la fermeture du grand-Pont et des restrictions de circulation apportées dans l'axe est-ouest. Or ces modifications, si elles se réalisent, vont engendrer un report de circulation considérable sur la petite ceinture lausannoise, en particulier dans le quartier sous gare où nous habitons et sommes propriétaires. Or la ville de Lausanne n'a prévu aucune mesure d'accompagnement pour réduire les nuisances sonores et la détérioration de la qualité de l'air.

Réponses

5. Stabilité des plans :

En vertu de l'article 67 LATC, la Municipalité peut prendre en tout temps l'initiative d'établir un PQ. Ce plan remplacera dans son périmètre le PPA n° 697 qui a été mis en vigueur le 22 décembre 1999. Le principe de la stabilité des plans, compte tenu du fait que ce plan a été approuvé il y a 14 ans n'entre pas en ligne de compte. Ainsi, l'article 63 LATC est applicable puisque les circonstances ont suffisamment évolué pour justifier une nouvelle planification.

6. Maintien du cordon boisé :

Le cordon boisé résultant des opérations de défrichement /reboisement représentera 72% du cordon initial, soit 2'465 m² sur les 3'415 m² initiaux. Il sera donc partiellement maintenu. A ce titre les dispositions du PPA 697 ne seront plus respectées. Il en va de même de la construction de la MLP dans la zone de verdure. Raisons pour lesquelles il a été nécessaire d'élaborer un PQ - voir également le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière.

7. Aire de verdure :

L'article 13 prévoit une aire de verdure entre la MLP et la forêt. Sa constructibilité est limitée aux petites constructions. Quant aux constructions souterraines, elles doivent respecter les 10 m à la forêt selon l'article 16.

8. Distance à la lisière :

Voir le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière.

9. Degré de sensibilité :

En vertu de l'Ordonnance relative à l'étude d'impact sur l'environnement (OEIE), une étude d'impact n'est pas demandée. Quant au DS3, il est justifié par l'affectation. Enfin, il faut préciser que la MLP se situera sous le viaduc qui sera équipé de paroi anti-bruit. Dans ce contexte, le bâtiment sera protégé des nuisances.

10. Démolition des bâtiments existants :

Si la MLP se réalise, elle impliquera bien évidemment la démolition des bâtiments n° 11 à 15 de la rue des Côtes-de-Montbenon. Quant au n° 7, il sera démoli partiellement, soit la portion correspondant aux garages. L'atelier des maquettes ne sera pas démoli.

11. Intégration des constructions :

Le projet est bien intégré. Le viaduc associé au bâtiment-pont, symétrique à l'avenue Jean-Jacques-Mercier, s'inscrit dans un projet urbain qui prend en compte l'ensemble du site en requalifiant, dans un seul volume bâti, le front sud de la plateforme du Flon. Le flanc de la colline est remodelé par des plantations d'essences indigènes perpétuant le caractère et la valeur écologique de ce vestige de forêt en ville. Ces nouvelles

constructions achèvent ainsi la vision d'un socle que l'avenue Jean-Jacques Mercier avait déjà esquissé à la fin du 19^{ème} siècle. Les deux liaisons routières entre la plateforme du Flon et l'Esplanade de Montbenon sont articulées, à leur point de rencontre, par un giratoire. C'est également à cet endroit que s'inscrit une liaison piétonne mécanisée, planifiée par le PPA n° 697 : un axe nord-sud qui emprunte le « Passage des Jumelles », traverse la place centrale du Flon pour déboucher à l'extrémité est du bâtiment-pont.

12. Aménagements extérieurs :

Compte tenu des nouvelles dispositions du plan de quartier, l'article 70 du PGA n'est pas applicable.

13. Impact du viaduc sur la circulation :

Pour toute question relevant de l'impact du viaduc on se réfèrera à la procédure d'approbation des plans des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) de l'Office fédéral des transports (OFT) et à la réponse de la Municipalité à la Pétition de M. Guillaume Morand et consorts « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon original, sa forêt et ses commerçants ! » au chapitre 9.

7.4 Deux oppositions du 18 juillet 2013 de Me Jacques Micheli pour l'Association des acteurs économiques et sociaux du Flon – 1002 Lausanne et Sani Dep SA – 1002 Lausanne

Comité de l'Association :

- Chic Chaussures SA – Guillaume Morand
- Maniak SA – Isabelle Morand
- Taco's bar SARL – Andy West
- FMC Flon Moto Centre – Henri Strähler

14. Implantation de la MLP :

Ce plan de quartier est étroitement lié au projet de création de la ligne de tramway tl Renens-Gare-Lausanne-Flon actuellement à l'examen à l'OFT... On ne peut s'empêcher de penser que l'implantation de la MLP, en zone constructible, a été choisie pour combler le vide sous la liaison routière Vigie-Gonin et que, si cette liaison n'avait pas été projetée en relation avec l'aménagement du tramway sur la rue de Genève, ce bâtiment aurait trouvé sa place ailleurs...

15. Largeur de la liaison Vigie-Gonin :

A cet égard, il est significatif que la largeur de la liaison Vigie-Gonin (13,5 m) a été calibrée en fonction des dimensions de la MLP. Une artère nettement plus étroite aurait été suffisante pour la fonction que cette liaison est censée remplir en relation avec le report du trafic de la rue de Genève et du Grand-Pont.

16. Coût de construction de la MLP :

Bien que cela relève de la sphère politique, on doit s'interroger sur la justification des dépenses liées à la construction, à l'aménagement et à l'exploitation de la MLP, alors que la situation financière de la Commune de Lausanne est précaire. Le seul coût de construction a été devisé à 35 millions de francs. L'aménagement et l'exploitation de cette maison sur les 20 prochaines années vont certainement représenter un montant équivalent. Cette maison ne va pas générer aucune recette quelconque. Faut-il consacrer d'aussi importantes sommes à une bibliothèque et à des archives ? Est-ce vraiment là une priorité quand on connaît par ailleurs les autres projets ambitieux de la Ville de Lausanne (par ex. Métamorphose) ? Ne doit-on pas réaliser qu'il ne s'agit pas d'un investissement prioritaire ?

17. Article 21, alinéa 2 LAT :

Cette disposition garantit aux plans d'affectation une certaine stabilité. Leur modification suppose que les circonstances aient changé depuis leur adoption, que ce changement porte sur des éléments déterminant pour la planification et soit important au point qu'une adaptation des plans paraît nécessaire. Dans ce sens, une pesée globale des intérêts contradictoires doit être opérée, en se fondant sur différents critères tirés du droit cantonal ou du droit fédéral (ATF 123 I 175, consid. 3a et les références citées)... A part l'aménagement d'une liaison routière Vigie-Gonin, qui pourrait parfaitement être supprimée et remplacée

par le maintien de la circulation routière sur la rue de Genève sur le tronçon Place de l'Europe et parking du Flon,... on ne voit pas quelle modification des circonstances justifierait l'abrogation partielle du plan d'affectation No 697 du 22 décembre 1999.

18. Article 22 et 24 LAT :

Selon l'art. 22 LAT, aucune construction ne peut être créée si elle n'est pas conforme à l'affectation de la zone et si le terrain est équipé. Quant à l'art. 24 LAT, il ne limite les dérogations que si l'implantation de la construction est imposée par sa destination et si aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose.

Aucune de ces deux conditions n'est remplie en l'espèce. La construction d'une Maison du Livre et du Patrimoine peut parfaitement trouver sa place sur une parcelle constructible. Comme on le verra, l'implantation de ce bâtiment à cet endroit est contraire à l'intérêt prépondérant de maintenir à cette zone forestière digne de ce nom ainsi que ce qui peut être qualifié de biotope.

19. Article 25 LAT :

Seule l'autorité cantonale et non pas communale est habilitée à délivrer ou à refuser le projet litigieux.

20. Article 66 LATC :

Un plan de quartier ne peut déroger à un plan d'affectation que s'il respecte les objectifs d'aménagement de la commune et les principes applicables à l'extension des zones à bâtir. Il doit en particulier respecter les conditions fixées par les art. 15 LAT et 48 LATC. Les zones à bâtir ne doivent comprendre que des terrains déjà largement bâtis ou probablement nécessaires à la construction dans les quinze ans à venir et qui seront équipés dans ce délai. Or, comme déjà mentionné, si l'on maintenait la circulation routière sur la rue de Genève, il ne se justifierait nullement de construire la liaison Vigie-Gonin ni d'implanter la Maison du Livre et du Patrimoine sous cette liaison.

21. Articles 68 et 71 LATC :

Selon l'art. 68 LATC, avant l'élaboration du plan de quartier, la municipalité convoque et entend les propriétaires intéressés. En vertu de l'art. 71 al. 1 LATC, avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable du Service de l'aménagement du territoire, la municipalité convoque à nouveau les propriétaires du périmètre et recueille leurs propositions ou leurs déterminations. Or, la double consultation prévue par ces dispositions n'a pas été réalisée. A lui seul ce vice de procédure doit entraîner le refus de l'autorisation sollicitée.

22. Démolition de bâtiments favorables à l'exercice des activités économiques :

Le projet litigieux implique, s'il devait être autorisé, la destruction d'immeuble qui se trouve sur la partie ouest de la rue des Côtes-de-Montbenon. Il s'agit de constructions anciennes abritant toute une série d'activités économiques et culturelles ; moyennant rénovation, certains locaux actuellement non occupés pourraient abriter d'autres commerces. Les loyers de ces locaux sont restés abordables dans un quartier où le niveau général de ceux-ci a fortement augmenté à la suite de la construction de nouveaux bâtiments ; situation qui a conduit à la fermeture de divers commerces qui ne sont pas parvenus à supporter des loyers aussi élevés.

Si le Flon est victime de son succès en ce qui concerne la fréquentation nocturne, l'activité commerciale diurne reste bien en-dessous des espérances des divers commerçants, dont certains sont déjà obligés de fermer. L'aménagement de nouveaux commerces à loyer modérés développerait ainsi l'ensemble des activités économiques du Flon tout en le rendant plus convivial pendant la journée. Le maintien de ces locaux est conforme à l'un des objectifs de l'aménagement du territoire, qui est la conservation d'un milieu favorable à l'exercice des activités économiques (art. 1 al. 3 LATC et 2 litt. b LAT).

23. La taille de la Maison du Livre et du Patrimoine :

Avec sa longueur de 180m, ce bâtiment n'est en rien conforme aux autres immeubles du quartier. En cela, le plan de quartier litigieux ne répond pas aux conditions posées par l'art. 69 LATC qui exigent non seulement un périmètre d'implantation des constructions, mais également l'indication des dimensions maximales.

24. Législation en matière forestière et Législation sur la protection de la nature et du paysage

...En premier lieu, la construction de la liaison routière de Gonin-Vigie et du bâtiment-pont MPL entraîne un défrichement d'une zone boisée d'une surface de l'ordre de 2'239 m², dont 1'508 m² de défrichement définitif. L'impact paysager de ce défrichement sera important, comme le reconnaît le rapport OAT du 6 juin 2013... Dans ces circonstances, un tel défrichement n'est pas conforme à la législation forestière.

En second lieu, le plan de quartier litigieux permet des constructions à la limite de la forêt (cf litt. c ci-dessous). Ces constructions apparaissent contraires à la législation forestière, en particulier aux art. 18 LFo et 5 LVLFo. Bien plus, les exceptions de l'art. 5 LVLFo ne sont pas réunies en l'espèce ; singulièrement, la construction peut être édifiée ailleurs qu'à l'endroit prévu ou encore la sauvegarde de la zone forestière l'emporte sur l'intérêt de construire l'édifice projeté.

L'implantation des constructions ne peut pas être autorisée à moins de 10 m de la lisère forestière (art. 15 et 16.).

La réalisation de la liaison Vigie-Gonin et de la Maison du Livre et du Patrimoine va inévitablement entraîner un total de défrichement de la zone forestière protégée que le plan d'affectation No 697 du 22 décembre 1999 était censé protéger.

... Le plan de quartier litigieux quant à lui réduit d'environ deux tiers la surface de la forêt existante ; d'un tiers l'aire forestière ; de plus des deux tiers de l'aire de verdure ...A ce bilan négatif sur le plan quantitatif, il faut mettre en évidence un élément qualitatif. La forêt actuelle occupe un versant orienté au nord, qui constitue non seulement un poumon au centre ville, mais également un biotope dans la mesure où il comporte plus de 17 sortes d'arbres et accueille un nombre à peu près équivalent de race d'oiseaux. En outre, cette forêt présente un intérêt historique dans la mesure où elle constitue le dernier vestige d'une forêt plus importante qui, avant le comblement du Flon, descendait jusqu'à cette rivière et a notamment été peinte à l'époque par le grand peintre anglais Turner.

Le petit cordon boisé prévu par le plan de quartier litigieux est déplacé vers le sud par rapport à la forêt actuelle. De ce fait, il ne se situe plus sur un versant ombragé orienté au nord, mais au sommet ensoleillé de ce versant. Il n'est donc qualitativement pas du tout comparable à la forêt actuelle.

25. Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) :

En l'occurrence, il ne fait aucun doute que la construction de la liaison routière Vigie-Gonin, telle qu'elle est calibrée et telle qu'elle doit de surcroît être aménagée, non pas au niveau du terrain naturel, mais sur une rampe suspendue, va entraîner des nuisances considérables sur l'ensemble du quartier du Flon et plus particulièrement sur les immeubles situés à proximité de cette rampe (bruit, poussière, etc.). Cela est d'autant plus vrai que cette rampe est destinée à accueillir environ 16'000 véhicules par jour. La construction d'un tel aménagement routier aurait dû incontestablement faire l'objet d'une étude d'impact qui, en l'occurrence, fait défaut.

26. Motifs généraux

Le plan de quartier litigieux ne peut pas être examiné isolément dès lors qu'il est intimement lié à l'aménagement de la nouvelle liaison routière Vigie-Gonin, rendu nécessaire par la fermeture de la circulation à la rue de Genève et au Grand-Pont. La fermeture de ces deux artères à la circulation privée dans un centre ville où le trafic est déjà engorgé, va entraver gravement l'accès au centre ville en voiture et les activités commerciales en ce lieu.

L'expérience du métro à Lausanne a démontré que l'on pouvait concilier l'amélioration des transports publics et le maintien de la circulation automobile en ville. En effet, l'aménagement du métro d'Ouchy à Epalinges n'a pas limité les voies de circulation destinées aux voitures privées. A contrario, la fermeture du trafic sur la Place de la Sallaz a eu des répercussions désastreuses sur les activités commerciales en ce lieu, au point que cet aménagement urbain est généralement considéré comme catastrophiquement et inutilement coûteux.

Les opposants demandent expressément qu'une étude sérieuse et indépendante évalue la possibilité d'enterrer la ligne de tramway depuis la plate-forme du Flon jusqu'à la rue de Genève, comme cela a été

réalisé en ci qui concerne le départ du LEB de la Place de l'Europe vers Echallens. De toute manière, la Place de l'Europe et la rue de Genève seront éventrées lors de l'aménagement du tramway t1 Renens-Gare-Lausanne-Flon. Il faudrait examiner précisément la faisabilité technique de cette solution, qui permettrait d'éviter la construction de la liaison routière Vigie-Gonin.

Pour éviter la fermeture de la rue Genève, une autre variante pourrait être constituée par l'aménagement d'une voie aérienne du tramway sur le tronçon Place de l'Europe-Parking du Flon, à l'image de celle qui a été réalisée sous le pont Bessières pour le métro. Cette variante mériterait également une étude de faisabilité.

Le coût de ces deux variantes devait en outre être chiffrée et comparé à celui de l'aménagement du tramway en surface sur ce tronçon.

Si le départ du tramway t1 de la Place de l'Europe était enterré, cela permettrait de maintenir l'aspect actuel de cette place qui a été aménagée à grands frais et qui serait autrement inévitable sacrifiée par l'aménagement de l'arrivée du tramway.

On objectera évidemment qu'enterrer la ligne de tramway depuis la plateforme du Flon jusqu'à parking du Flon sera sous la tracé de la rue de Genève est onéreux. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que cette solution permettrait d'économiser le coût de la liaison Vigie-Gonin et celui de la construction de la Maison du Livre et du Patrimoine, à lui seul devisé à 35 millions. On ne peut pas non plus ignorer les frais d'exploitation de cette Maison du Livre et du Patrimoine, qui seront considérables et non compensables par des recettes puisqu'il s'agit, par définition, d'une institution non rentable.

Par ailleurs, il faut également tenir compte du fait que l'aménagement de la voie de tramway à la rue de Genève et son aboutissement à la Place de l'Europe nécessitent de toute façon que ces deux endroits soient entièrement éventrés. Le coût de ces travaux doit également être pris en considération dans un bilan comparatif de la solution retenue et de la variante proposée.

Réponses

14. Implantation de la MLP :

Lorsque le projet de réunir en un même lieu la bibliothèque, les archives et le centre de la bande dessinée s'est fait jour, un groupe de travail a été nommé pour identifier le meilleur site sur territoire lausannois en mesure d'accueillir ce programme. Un premier inventaire a permis d'identifier treize sites qui ont été étudiés sur la base d'une analyse multicritères. Parallèlement à cette démarche, le dossier des axes forts allait créer une nouvelle opportunité en proposant le viaduc Vigie-Gonin. Dans ce contexte, il est apparu indispensable de trouver une solution pour remplir le vide sous ce futur viaduc. Les premières vérifications ont démontré que le programme du projet de la MLP pouvait aisément se loger dans cet espace. Sur cette base, la Municipalité a décidé de favoriser cette option et l'a soumise au Conseil communal dans le Préavis N°2012/31 du 28 juin 2012 qui a été adopté le 26 mars 2013. Donc, si cette liaison n'avait pas été projetée en relation avec l'aménagement du tramway sur la rue de Genève, ce bâtiment aurait effectivement trouvé sa place ailleurs.

15. Largeur de la liaison Vigie-Gonin :

La largeur de l'ouvrage est déterminée sur la base des gabarits nécessaires à la circulation de véhicules de grandes dimensions. En effet, cet axe routier sera parcouru par les véhicules d'urgences des pompiers, situés directement à proximité, ainsi que des transports publics, durant les phases de réalisation du tramway t1. Les largeurs supplémentaires nécessaires à la circulation des cyclistes correspondent aux valeurs définies dans les normes VSS. Enfin, les trottoirs larges de 2.50 mètres seront réalisés de part et d'autre de la chaussée afin de limiter les traversées piétonnes qui ajoutent des entraves à la fluidité de la circulation. En outre, leur dimension doit permettre un entretien courant (nettoyage et déneigement) mécanisé mais également l'intégration du système de retenue des véhicules. Enfin, lors des interventions de maintenance constructives, le gabarit permettra d'offrir des solutions d'exécution des travaux tout en conservant l'ensemble des fonctionnalités de circulation. De surcroit, il est exact que la Municipalité et le Conseil communal souhaitent

comblent le vide sous le viaduc afin de ne pas créer un espace sans intérêt au centre-ville. La profondeur minimale d'un peu moins de 15 m du bâtiment de la MLP n'est pas excessive pour ce type de programme.

16. Coût de construction :

La construction de la MLP, conformément au programme de législature, répond à un programme social et culturel important pour la vie lausannoise. Cette construction permet de résoudre également les problèmes liés à l'implantation actuelle des Archives au Maupas dans un bâtiment sous dimensionné et présentant des défauts pour la sécurité des personnes comme des collections. La construction de la MLP est financée par la CPCL conformément au préavis N°2012/31. Les locaux seront donc loués à la Commune de Lausanne qui compensera ces coûts par l'abandon des locations actuellement payées à des tiers pour tous les sites concernés et par la non réalisation du projet de bibliothèque à l'avenue des Toises.

17. Article 21, alinéa 2 LAT :

Voir réponse n° 5.

18. Article 22 et 24 LAT :

C'est bien pour rendre conforme l'affectation de la zone que la Municipalité a ouvert une procédure de plan de quartier.

19. Article 25 LAT :

L'article 25 LAT s'intéresse aux projets de construction situés hors de la zone à bâtir. Les parcelles concernées par le PQ sont clairement situées à l'intérieur de la zone à bâtir. Elles le seront d'autant plus après la légalisation du PQ. Cet article n'est donc pas applicable dans le cas de la MLP.

20. Article 66 LATC :

Le PQ de la MLP respecte les objectifs d'aménagement de la Commune. A ce titre, on peut citer les objectifs et les principes du plan directeur communal concernés :

Objectif 1 : Dans le but d'une utilisation rationnelle du territoire : soutenir la mise en place de foyers d'activités, d'équipements et de transports collectifs ;

- *Principe 3 : Développement des aires à urbaniser et création ou renforcement de lieux de centralité par une localisation judicieuse des équipements publics et commerciaux en relation étroite avec le réseau des transports collectifs ;*

Objectif 8 : Renforcer les équipements collectifs : activités culturelles, enseignement, secteur sanitaire, vie sociale ;

- *Principe 25 : Recherche d'une complémentarité entre équipements publics et dès lors, favoriser leur regroupement de façon à maximiser leur attractivité et l'animation qui en découle.*

Quant aux principes applicables à l'extension de la zone à bâtir, il faut préciser, de nouveau, que les parcelles concernées sont déjà situées à l'intérieur de la zone à bâtir.

21. Articles 68 et 71 LATC :

Comme mentionné sur le PQ, les propriétaires concernés sont au nombre de deux, soit, la Commune de Lausanne et la société LO Immeubles SA. Cette dernière a été convoquée à plusieurs reprises et associée au concours de la MLP. Elle est par ailleurs, partie prenante du PQ par le biais de la convention qu'elle a signée et qui prévoit des échanges fonciers. Dans ce contexte, les exigences des articles précités ont été satisfaites.

22. Démolition de bâtiments favorables à l'exercice des activités économiques :

Les quelques bâtiments qui seront démolis abritent aujourd'hui des activités économiques qui génèrent une clientèle limitée comparativement à celle attendue par la MLP. En effet, c'est plus de 290'000 visiteurs par an (environ 1'000 par jour) qui sont attendus et qui contribueront à faire vivre les activités commerciales de la plateforme du Flon. Par ailleurs, on peut signaler la relative vétusté des bâtiments 11 à 15 de la rue des Côtes-de-Montbenon dont les caractéristiques principales (isolation, sécurité incendie, etc.) ne correspondent plus aux normes actuelles. Pour ces raisons et pour respecter la zone de verdure du PPA n° 697, ils auraient dû être démolis à plus ou moins court terme.

23. La taille de la MLP :

Le PQ propose une aire d'implantation des constructions à l'intérieur de laquelle les constructions doivent s'inscrire. La dimension maximale du bâtiment est donc fixée, ce qui répond aux dispositions de l'article 69 LATC.

24. Législation en matière forestière et Législation sur la protection de la nature et du paysage :

Voir le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière.

25. Loi fédérale sur la protection de l'environnement :

Pour toute question relevant de l'impact du viaduc on se réfèrera à la procédure d'approbation des plans des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) de l'Office fédéral des transports (OFT) et à la réponse de la Municipalité à la Pétition de M. Guillaume Morand et consorts « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon originel, sa forêt et ses commerçants ! » au chapitre 9.

26. Motifs généraux :

Voir réponse n° 25.

7.5 Opposition du 17 juillet 2013 de Pro Natura Vaud – 1002 Lausanne

27. Défrichement :

Nous tenons tout d'abord à préciser que Pro Natura Vaud ne remet pas en question le principe de la création d'un espace d'intérêt public à vocation culturelle. Même si cette considération sort du cadre des domaines défendus par notre association, la création d'une Maison du Livre et du Patrimoine apparaît comme une démarche que nous soutenons.

En date du 12 juillet 2012, Pro Natura Vaud avait fait opposition au défrichement d'une partie de la forêt des Côtes-de-Montbenon et contestait les compensations. Les griefs portaient principalement sur le défrichement des surfaces nécessaires du projet routier, dont la justification reste plus que discutable. A notre sens, les reboisements compensatoires ne remplissaient pas les fonctions visées. De plus, la dérogation (à 4 m) demandée par rapport à la distance de 10 m à la limite de la lisière complétait la liste des atteintes insuffisamment considérées. L'intégralité de ces griefs formulés dans la précédente procédure et portant sur le projet de barreau routier Vigie-Gonin, restent valables pour le PQ « Maison du Livre et du Patrimoine ».

En page 9 du rapport selon art. 47 OAT justifiant le projet de PQ, il est mentionné que la procédure de défrichement et de reboisement est traitée dans le cadre de la procédure en OFT en cours, liée au projet des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU). Or, les défrichements définitifs indiqués dans le dossier du PQ sont de 1'508 m². Ils sont ainsi légèrement supérieur à ceux qui étaient prévus pour la réalisation du barreau routier Vigie-Gonin et évalué à 1'452 m² dans le rapport d'impact de 2012. Pro Natura Vaud s'interroge sur cette différence.

En tout les cas, nous contestons l'absence de la demande de défrichement et de la dérogation à la distance de la forêt selon l'art. 5 LVFo dans la présente procédure du PQ. Il serait pour moins absurde, au sens de la LATC, de séparer l'acte de planification de la procédure de défrichement et de laisser l'OFT la traiter !

L'emplacement projeté du bâtiment MLP et du barreau routier implique la destruction d'une partie de la forêt Côtes-de-Montbenon, et n'est pas imposé par sa destination. Ce choix est clairement inadapté dans la mesure où il contrevient à la LFO car d'autres sites peuvent être envisagés. L'emplacement du bâtiment MLP résulte d'une « opportunité technique », liée au projet du barreau routier Vigie-Gonin, de valoriser le volume situé sous le tablier de ce viaduc projeté. La position et la forme du bâtiment, donc son emprise sur les surfaces forestières, est en effet directement dépendante du projet du barreau routier Vigie-Gonin.

... Par rapport à la situation actuelle, le cordon boisé résiduel, une fois les reboisements compensatoires effectués, serait si fortement réduit et exposé à des nuisances telles qu'il perdrait totalement ses fonctions et sa nature forestières. D'une largeur tout juste supérieur à 10 mètres, bordé par deux axes routiers à fort trafic et situé à 3.5 mètre d'un bâtiment d'utilité publique, sa valeur naturelle serait nulle.

Sur cette base Pro Natura Vaud :

- s'oppose à la destruction de l'espace forestier des Côtes-de-Montbenon et demande qu'il soit maintenu intact de toute atteinte. Elle rappelle son opposition à tout défrichement et à toute dérogation à la distance à la forêt.
- réitère l'ensemble de ses griefs, relatifs à la destruction de l'espace forestier des Côtes-de-Montbenon, exposés dans son opposition au projet de barreau Vigie-Gonin dans la procédure OFT de 2012 ;
- demande, pour la forme, que la procédure du PQ comprenne les demandes de défrichement et de dérogation à la distance à la forêt selon l'art. 5 LVFo.

28. Barreau Vigie-Gonin :

Le barreau routier Vigie-Gonin, mesure d'accompagnement du projet AFTPU visant principalement à garantir la fluidité du trafic en délestant le carrefour rue de la Vigie-avenue Tivoli-Pont Chauderon-avenue Jules Gonin, n'est pas suffisamment justifié et va à l'encontre des visions directrices actuelles en matière de gestion du trafic. En effet la création d'une nouvelle liaison routière au cœur de la ville est un parfait contresens à la mise en place des nouvelles infrastructures de transport public. Il est aussi en totale contradiction avec le PALM, qui vise notamment à réduire les charges de trafic dans le centre-ville de Lausanne et sur sa petite ceinture...

Réponses

27. Défrichement :

Voir le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière

28. Barreau Vigie-Gonin :

Pour toute question relevant de l'impact du viaduc on se référera à la procédure d'approbation des plans des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) de l'Office fédéral des transports (OFT) et à la réponse de la Municipalité à la Pétition de M. Guillaume Morand et consorts « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon originel, sa forêt et ses commerçants ! » au chapitre 9.

7.6 Opposition du 18 juillet 2013 du Mouvement pour la défense de Lausanne – 1002 Lausanne

29. Stabilité des plans :

Le périmètre concerné est régi par le PPA 697. Celui-ci dépend du PGA légalisé en juin 2006 (voir article 23 du nouveau PQ). Cette modification ne respecte pas les différentes règles de l'aménagement du territoire, tant cantonales que fédérales. Une telle modification ne peut pas intervenir dans un délai aussi court depuis son approbation en juin 2006. L'intérêt de la stabilité des plans est garanti par l'article 21 al 2 LAT. Ce projet viole cet article.

30. Projet de MLP non conforme au PPA n°697 :

En regardant de plus près le PPA 697 ce projet s'inscrit dans un cordon boisé soumis au régime forestier... et dans une zone de verdure... Ce plan de quartier viole également ces deux règles, en proposant de construire ans deux périmètres inconstructibles...

... Quant au bâtiment, curieusement son plus grand volume sera enterré ! Il nécessitera des ouvrages particuliers pour d'une part aller chercher le terrain naturel avec des pieux hors de la zone de remblais, d'autre part il faudra mettre en œuvre des solutions particulièrement coûteuses pour maintenir le talus côté forêt, ou ce qu'il en restera. C'est sans compter avec des précautions spéciales pour la construction du tablier de la rampe qui ne devra pas être solidaire du bâtiment. En résumé un ouvrage qui déroge en tout point au PPA 697, plus particulièrement par rapport à la dimension maximale des bâtiments, qui dans ce périmètre selon l'article 3 est de 50.00 mètre au maximum.

31. *Le PQ est-il l'outil idoine ? :*

Le plan de quartier est-il bien « l'outil » de planification à utiliser pour modifier un PPA ? N'est-ce pas plutôt l'addenda qui devrait être mise à l'enquête ? Nous demandons une confirmation de cette façon de faire après vérification.

32. *Maintien du cordon boisé :*

Le maintien du cordon boisé et de la zone de verdure, dans sa nature et son ampleur, ne sont pas négociables. Ce cordon boisé est en fait une compensation, âprement débattue, lors de l'élaboration du PPA 697. Il n'est pas tolérable de proposer aujourd'hui de construire une route d'une entreprise totale de 15.00 mètre de large avec une pente de plus de 8% dans cette aire non constructible. Cette zone forestière ne saurait être compensée ailleurs. Elle a une valeur toute particulière à cet endroit et à aucun autre. Maintenons le patrimoine paysager existant de qualité, avant d'en ériger « sa maison ».

33. *Développement durable :*

Ce type de réalisation sera hors de prix avec seulement une face bénéficiant d'un éclairage. Quid du développement durable !

34. *Règlement du plan de quartier :*

Le texte concernant le règlement est approximativement le même que celui reproduit au chapitre 7.3, points 6 à 13.

Réponses

29. **Stabilité des plans :**

Voir réponse 5.

30. **Projet de MLP non conforme au PPA n° 697 :**

Effectivement, le projet de MLP ne respecte pas le PPA n° 697. Raison pour laquelle la Municipalité a initié une procédure de plan de quartier.

31. **Le PQ est-il l'outil idoine ? :**

La notion d'addenda n'existe pas dans la LATC. Pour une modification de l'affectation, deux types de plan peuvent être envisagés : le plan partiel d'affectation et le plan de quartier. L'addenda en soi est donc un PPA ou un PQ. Il se distingue simplement par le fait qu'il conserve la plupart des dispositions réglementaires du plan en vigueur. Ce qui n'est pas le cas pour le PQ MLP. Par ailleurs, il faut préciser que les modifications de la LATC qui seront prochainement présentées au Grand Conseil pour adoption prévoient de faire disparaître la notion de PPA et de ne conserver que le PQ et la modification du PGA (MPGA).

32. **Maintien du cordon boisé :**

Voir le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière.

33. **Développement durable :**

Afin de trouver la solution architecturale qui répond le mieux aux attentes qualitatives du programme et à la multiplicité des contraintes spatiales, techniques et économiques, un concours d'architecture et d'ingénierie en procédure ouverte a été lancé à l'été 2012. Les résultats ont été présentés à la population dans le cadre d'une exposition ouverte du 31 janvier au 13 février 2013. Ce concours a permis :

- d'exploiter au mieux la volumétrie particulière du bâtiment-pont et les données du site, en adéquation avec les objectifs qualitatifs de la MLP et les diverses activités du programme ;
- d'optimiser le concept sur le plan énergétique et climatique, pour répondre en particulier aux besoins de conservation des archives ;
- de requalifier l'espace public de la rue des Côtes-de-Montbenon en relation avec les activités qui la bordent ;

- de proposer un traitement paysager du flanc de la colline qui sera arborée dans la continuité du cordon boisé existant ;
- d'optimiser le projet sur le plan économique (coûts de construction et d'exploitation).

34. Règlement du plan de quartier :

Voir réponses 6 à 13 du chapitre 7.3.

7.7 Opposition du 18 juillet 2013 de Mme Barbara Fournier et M. Urs Zuppinger – 1003 Lausanne

35. *Le viaduc et la MLP – objets liés :*

Nous nous opposons aujourd'hui au plan de quartier de la Maison du Livre et du Patrimoine dans la continuité et en cohérence avec l'opposition susmentionnée du 12 juillet 2012 [opposition au projet de la ligne de tramway t1]. En effet, ce plan de quartier n'a aucune justification sans la liaison Vigie-Gonin dont nous avons contesté l'opportunité.

36. *Suspension de procédure :*

Nous demandons dès lors de sa procédure d'adoption soit suspendue tant que l'OFT n'a pas autorisé cette liaison.

37. *Maintien du cordon boisé et constructibilité de l'aire de verdure :*

Dans l'hypothèse que cette rampe soit autorisée par l'OFT, nous nous opposons au sort que le plan de quartier mis à l'enquête publique réserve à l'unique vestige du boisement de la vallée du Flon qui subsiste aujourd'hui encore.

Le PPA en vigueur depuis 1999 reconnaît à l'intégralité de ce boisement la nature forestière. De plus, il le protège en intercalant entre lui et la zone bâtie du Flon une zone de verdure inconstructible d'une largeur de 11 m à 13 m.

A l'inverse, le plan de quartier MLP mis à l'enquête publique jusqu'au 18 juillet 2013 condamne la partie de ce boisement qui longe le barreau Vigie-Gonin. Ou pour être plus précis :

Le long du barreau Vigie-Gonin, le boisement existant sera intégralement défriché dans le premier tiers de la rampe à l'ouest de l'actuel carrefour entre l'avenue Jules Gonin et l'avenue Jean-Jacques Mercier. Sur le solde de la longueur de la rampe, ce boisement sera réduit à une longueur variant entre 5,50 m et 6 m. Au vue de ces dimensions, nous constatons qu'il sera très difficile d'y maintenir l'arborisation existante.

Le long de cette mince bande forestière qui semble être préservée, la distance ordinaire de 10 m prescrite par la législation forestière pour ériger des constructions sera réduite par dérogation à 3,50m.

Mais le plan de quartier MLP ne se contente pas de cela : il attribue la surface entre le boisement et l'aire d'implantation des constructions à une aire de verdure qui, à la lecture des art. 13 et 14 du règlement, ne s'avère nullement inconstructible.

L'art. 14 autorise en effet des constructions souterraines ou semi-enterrées en instaurant une seule restriction : elles devront être recouvertes d'une terre végétale d'une épaisseur de 30 cm et la topographie naturelle du terrain ne pourra être sensiblement modifiée. Il est probable que cette possibilité de construire en sous-sol dans l'aire de verdure sera utilisée.

En effet, si l'on croit le dépliant sur la Maison du Livre et du Patrimoine mis à disposition du public aux guichets des bibliothèques municipales lausannoises, les deux sous-sols de la future Maison du Livre et du Patrimoine n'exigeront pas seulement une fouille profonde. Ils déborderont aussi de la largeur de la rampe de Vigie-Gonin côté sud sur l'essentiel de sa longueur.

En d'autres termes, il faut s'attendre à ce que les 3,5 m séparent l'air d'implantation des constructions de l'aire forestière selon le plan seront construits en sous-sol sur une grande profondeur.

Au vu de ces constats et des risques prévisibles, il est tout à fait improbable que le boisement existant de la vallée du Flon d'une largeur 5,5 m à 6 m apparemment sauvegardé par le plan de quartier MLP sur les 2/3 de la longueur de la rampe, survivra au chantier de la Maison du Livre et du Patrimoine.

En d'autres termes, en procédant à une analyse fine des conséquences de ce plan de quartier, on constate qu'il entraînera la disparition du vestige de boisement de la vallée du Flon sur toute sa largeur de la rampe et son remplacement par un cordon boisé nouveau d'une largeur de 11 à 15 m, gagnée partie par l'actuel trottoir nord de l'avenue Jules Gonin. Cette conséquence prévisible est en contradiction flagrante avec l'article premier de ce plan de quartier qui stipule : « Le présent plan a pour but de permettre la construction de la Maison du Livre et du Patrimoine et de maintenir le cordon boisé des Côtes-de-Montbenon ».

De plus, ce nouveau cordon boisé ne se situera plus sur le versant nord peu ensoleillé de la vallée qui faisait l'intérêt forestier de ce vestige de la vallée du Flon d'après Pro Natura, mais au sommet ensoleillé de ce versant. Sa valeur forestière sera dès lors nettement inférieure à celle du boisement existant.

A quoi s'ajoute que ce cordon sera à l'étroit entre l'avenue Jules Gonin qui aurait, selon les prévisions de circulation disponibles, une charge de trafic de 15'800 véhicules par jours, et la rampe Vigie-Gonin qui aurait, selon les mêmes estimations, une charge de trafic de 7'000 véhicules par jour.

Compte tenu des circonstances, le cordon boisé recréé dans le cadre de la réalisation de la Maison du Livre et du Patrimoine aura au mieux une valeur paysagère.

Au voisinage du cordon boisé l'aire d'implantation des constructions prévues par le plan de quartier MLP est légèrement plus large que le tablier de la rampe Vigie-Gonin.

Or, ce tablier a une largeur plus que confortable, compte tenu du fait que sa charge de trafic ne devrait pas être supérieure à 7'000 véhicules par jour.

Il comprend, en effet :

- un trottoir sud et un trottoir nord d'une largeur de 2,50m chacun
- un trottoir sud et un trottoir nord d'une largeur de 2,50m chacun,
- une piste cyclable d'une largeur de 2m
- une voie montante d'une largeur de 3m
- une voie descendante d'une largeur de 3,5m.

Sa largeur totale est dès lors de 13,5 m (contre 12,5 m pour l'avenue Jules Gonin dont la charge de trafic prévisible est estimée à 15'800 véhicules par jour). Au vu du contexte, il apparaît qu'un seul trottoir serait largement suffisant le long de la rampe Vigie-Gonin.

La suppression d'un trottoir ramènerait la largeur totale de la rampe à 11 m. Ce qui réduirait son impact sur le cordon boisé de manière non négligeable. Une réduction de la largeur de la Maison du Livre et du Patrimoine de 2,5 m poserait en revanche des problèmes d'organisation interne inextricables.

Au vu de ces constatations et observations, il apparaît que le vestige de la vallée du Flon est victime de la volonté de réaliser conjointement un barreau routier entre la rue de la Vigie et l'avenue Jules-Gonin et une Maison du Livre et du Patrimoine sous son radier.

A l'issue de cette analyse, le doute n'est plus permis : l'adoption du plan de quartier MLP mis à l'enquête publique jusqu'au 18 juillet 2013 aurait un impact négatif important sur le plan forestier et patrimonial.

Les reboisements prévus in situ et à la Vallée de la jeunesse ne suffiront pas à compenser ce préjudice.

Pour réduire cet impact, nous demandons que l'art. 14 du règlement de ce plan soit modifié en sorte que l'aire de verdure soit inconstructible, reprenant ainsi le statut de la zone de verdure du PPA de 1999.

De plus nous demandons :

- *qu'en sus de la compensation forestière, le préjudice global découlant du plan de quartier MLP du point de vue forestier et patrimonial, soit compensé par des mesures de protection de la nature réalisée ailleurs sur territoire Lausannois dans des lieux à définir,*
- *qu'un pourcent du coût totale de la rampe de la Maison du Livre et du Patrimoine soit prévu à cet effet dans le cadre du budget de la construction.*

Ce serait, à notre avis, la moindre des choses lorsqu'on réalise une Maison dite du Livre et du Patrimoine.

Réponses

35. Le viaduc et la MLP – objets liés :

Voir réponse 14.

36. Suspension de procédure :

La suspension de la procédure de PQ jusqu'à ce que l'OFT ait autorisé la liaison Vigie-Gonin n'est pas nécessaire. En effet, le PQ ne pourra pas être mis en vigueur tant que le défrichement ne sera pas autorisé. Celui-ci étant lié au viaduc, la procédure de PQ est de fait dépendante de la procédure OFT. Toutefois, l'inverse n'est pas vrai. La procédure OFT ne dépend aucunement de la procédure de PQ.

37. Maintien du cordon boisé et constructibilité de l'aire de verdure :

Voir le chapitre 7.8 consacré au traitement des oppositions relatives à la législation forestière. Pour l'aire de verdure, voir réponse 7.

7.8 Traitement des oppositions relatives à la législation forestière par l'Inspection cantonale des forêts (DGE-Forêt)

En préambule au traitement des oppositions forestières relatives au PQ « Maison du Livre et du Patrimoine » à Lausanne (ACV 138142), l'Inspection cantonale des forêts (DGE-Forêt) rappelle que la demande de défrichement affectant le cordon boisé des Côtes-de-Montbenon se rapporte au projet de viaduc Vigie-Gonin. Cet ouvrage fait partie des mesures d'accompagnement du projet de « tramway t1 Renens-Gare – Lausanne-Flon et d'axe fort de trolleybus Prélaz-les-Roses – St-François » mises à l'enquête en 2012 selon une procédure ferroviaire fédérale d'approbation des plans (CAMAC 132268).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique complémentaire en 2013 concernant le retrait de la procédure fédérale d'approbation des plans du bâtiment situé sous le viaduc Vigie-Gonin et l'adaptation de la zone de défrichement (CAMAC 143727).

Dans ce contexte, il convient de relever les éléments suivants :

- les défrichements temporaires et définitifs affectant le boisé des Côtes-de-Montbenon, ainsi que le projet de reboisement compensatoire s'y rapportant ont été établis exclusivement en fonction des contraintes liées au projet de viaduc Vigie-Gonin (CAMAC 132268 et 143727) ;
- le fait d'implanter un bâtiment sous la rampe Vigie-Gonin n'a aucune influence sur l'ampleur et la nature du défrichement requis, les projets de reboisements compensatoires proposés ou les dérogations accordées à la distance inconstructible des 10 m à la lisière ;
- le PQ « Maison du Livre et du Patrimoine » s'inscrit dans le gabarit du projet de défrichement inhérent au projet de viaduc Vigie-Gonin mais ne concourt en aucun cas à justifier ou influencer le dit défrichement et les mesures compensatoires s'y rapportant.

Au vu de ce qui précède, l'Inspection cantonale des forêts (DGE-Forêt) considère que les oppositions formulées lors de la mise à l'enquête publique du PQ « Maison du Livre et du Patrimoine » (ACV 138142) contre le défrichement des Côtes-de-Montbenon et les mesures compensatoires s'y rapportant ne sont formellement pas recevables dans le cadre de la présente procédure.

Sur le plan formel, seules sont recevables les oppositions au défrichement/reboisement des Côtes-de-Montbenon déposées dans le cadre la procédure ferroviaire fédérale d'approbation des plans du « tramway t1 Renens-Gare – Lausanne-Flon et d'axe fort de trolleybus Prélaz-les-Roses – St-François » (CAMAC 132268 et 143727). Celles-ci seront traitées dans le cadre de la procédure OFT idoine.

8. Réponse à la pétition de M. Guillaume Morand et consorts « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon originel, sa forêt et ses commerçants ! »

8.1 Rappel de la pétition

Le 25 juillet 2012, M. Guillaume Morand déposait au Conseil communal une pétition munie de 1'482 signatures demandant à la Municipalité de renoncer à la construction de la rampe Vigie-Gonin. Les pétitionnaires redoutent des embouteillages et des nuisances sonores en raison de la fermeture de la rue de Genève et du Grand-Pont et concluent que cette fermeture aurait pour conséquence une baisse du chiffre d'affaires pour les commerces situés autour du Flon. Par ailleurs, les pétitionnaires s'opposent à la destruction d'une grande partie de la forêt du Flon et de certains bâtiments impactés par la construction de cette nouvelle route. Lors de sa séance du 26 mars 2013, le Conseil communal décidait de renvoyer cette pétition à la Municipalité pour étude et rapport-préavis en vertu de l'art. 73 litt. a) du Règlement du Conseil communal.

8.2 Réponse de la Municipalité

Il convient de rappeler que le développement des Axes forts de transports publics urbains (AFTPU) a été initié dans le cadre du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), afin d'assurer un développement harmonieux de la mobilité à Lausanne et dans son agglomération. En première étape de réalisation, les Axes forts comprendront notamment une ligne de tramway t1 entre la gare de Renens et le Flon, et une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) entre Prélaz-les-Roses et Saint-François.

L'arrivée du tramway à la place de l'Europe entraînera la fermeture au trafic individuel motorisé de la rue de Genève, entre le giratoire d'accès au parking du Centre et la place de l'Europe. En effet, la densité des flux piétonniers et les gabarits réduits de la rue de Genève sur cette section ne permettraient pas d'exploiter correctement le tramway tout en y maintenant la circulation des transports individuels motorisés, le tramway ayant besoin d'un site propre afin d'assurer sa progression.

La rampe Vigie-Gonin est une mesure indispensable à la fermeture de la rue de Genève, avec pour but de permettre une accessibilité aux activités du centre ville. Cette nouvelle voie abritera la future MLP. La construction de ce bâtiment-pont entraînera la perte d'une partie de la forêt du Flon.

Des études détaillées et une micro simulation des reports de trafic liés à la modification du plan de circulation au centre-ville ont été réalisées. La rampe Vigie-Gonin aura pour rôle, dès la fermeture au trafic individuel motorisé de la rue de Genève, d'assurer non seulement une accessibilité au centre ville mais permettra également d'offrir une opportunité d'amélioration du fonctionnement de la petite ceinture lausannoise, en lien avec les reports de trafic issus de la fermeture du Grand-Pont. Avec la mise en place de cette nouvelle liaison, une réorganisation locale des circulations permettra de simplifier le fonctionnement du carrefour sur la tête Sud du pont Chauderon et d'éviter une saturation du trafic sur le tronçon sud-ouest de la petite ceinture. De plus, cela favorisera la progression des transports publics entre le pont Chauderon et l'avenue Louis-Ruchonnet et répondra ainsi aux vœux des pétitionnaires redoutant les embouteillages. De meilleures réserves de capacité sur les carrefours du secteur permettront en outre de mieux prendre en compte les vélos et les piétons.

S'agissant des différents moyens d'accéder aux commerces du Flon, il y a lieu de préciser que l'accès aux parkings du Centre, de Chauderon et Métropole, où se parquent la grande majorité des automobilistes se

rendant dans les commerces du secteur, sera conservé depuis la rue de Genève. Ainsi, l'accessibilité en transports individuels motorisés aux commerces du Flon sera maintenue. De plus, la proximité immédiate du Flon avec le transport public performant qu'est le tramway renforcera notablement la connexion auxdits commerces. Dès lors, l'accessibilité globale au site sera supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui. Ainsi qu'il a été démontré dans d'autres villes, comme à Genève par exemple, le développement du tramway a un impact positif direct sur l'attractivité commerciale.

Au sujet de la forêt du Flon, des études ont permis d'esquisser pour le bâtiment sous le pont Vigie-Gonin la solution ayant l'impact le plus faible sur le milieu forestier. La surface du boisement actuel est d'environ 3'415 m². La surface à défricher est de l'ordre de 2'239 m², dont 731 m² de défrichement temporaire et 1'508 m² de défrichement définitif. Ainsi, 731 m² seront reboisés sur la surface boisée actuelle, auxquels viendront s'ajouter 558 m² de surfaces boisées qui seront créées au sud du boisement sur des surfaces actuellement occupées par un trottoir et une zone de dépôt du Service des routes et de la mobilité. Dans le rapport de défrichement concernant le pont Vigie-Gonin on peut lire : « *Les aménagements prévus permettront, à terme, la restauration d'un boisement fonctionnel sur les côtes de Montbenon, tant sur le plan écologique que paysager* ». A noter encore qu'un reboisement compensatoire de 1'475 m² est prévu hors site, au nord ouest de la Vallée de la Jeunesse, mesure qui va contribuer à accroître significativement la valeur biologique de cette zone.

Enfin, si cette rampe Vigie-Gonin entraînera la destruction de quelques bâtiments abritant des espaces socioculturels et des artisans, la MLP, en contrepartie, permettra de renforcer la composante culturelle du quartier du Flon. Elle facilitera, de plus, l'intégration urbanistique de l'ouvrage routier projeté.

9. Incidences financières

9.1 Conséquences sur le budget d'investissement

L'investissement nécessaire à la réalisation du projet sera assumé directement par la C²CL. Aucune incidence financière sur le budget d'investissement n'est à relever.

9.2 Conséquences sur le budget de fonctionnement

Aucune incidence financière n'est à relever sur le budget de fonctionnement.

10. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N° 2014/9 de la Municipalité, du 27 février 2014 ;
ouï le rapport de la Commission nommée pour examiner cette affaire ;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'adopter comme fraction du plan général d'affectation le plan de quartier de la Maison du Livre et du Patrimoine concernant les terrains compris entre la rue des Côtes-de-Montbenon, la rue de la Vigie, l'avenue Jules-Gonin, l'avenue Jean-Jacques-Mercier et la parcelle 628 ;

2. d'abroger partiellement le Plan partiel d'affectation n° 697 du 22 décembre 1999 concernant la Plateforme du Flon ;
3. d'approuver les réponses de la Municipalité à l'intervention et aux oppositions déposées pendant l'enquête publique du plan partiel d'affectation ;
4. de donner à la Municipalité les pleins pouvoirs pour répondre aux actions qui pourraient lui être intentées, l'autorisant à plaider devant toutes les instances, à recourir, à exproprier, à transiger et, le cas échéant, à traiter à l'amiable ;
5. de porter le coût des indemnités éventuelles de la procédure au compte des « dépenses d'investissement du patrimoine administratif » ;
6. de charger la Municipalité de fixer un amortissement annuel à porter au budget de la Direction des travaux, rubrique n° 4300.331, lorsque les dépenses résultant des pouvoirs mentionnés sous chiffre 4 *ci-dessus* des présentes conclusions auront été engagées en tout ou partie, cet amortissement devant être incorporé et justifié dans le budget présenté l'année suivante ;
7. de limiter la validité des pleins pouvoirs prévus dans ce rapport-préavis à cinq ans à partir du vote du Conseil communal, ce dernier étant informé des expropriations ou des achats à l'amiable faits au cours de cette période ;
8. d'approuver la réponse de la Municipalité à la pétition de Guillaume Morand et consorts intitulée : « Lâchez-nous la rampe (Vigie-Gonin) – Sauvons la dernière partie du Flon originel, sa forêt et ses commerçants ! » ;

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Sylvain Jaquenoud

Annexe 1 : Hors texte du plan partiel d'affectation